

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 719

[2002/29077]

**13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant création d'un Comité d'accompagnement pour l'accès à l'Internet via le serveur de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 juin 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.989/2 du Conseil d'Etat donné le 10 octobre 2001 en application de l'article 84 alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique en charge de l'Informatique administrative;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Le comité d'accompagnement

Article 1^{er}. Il est créé un Comité d'accompagnement pour l'accès à l'Internet via le serveur de la Communauté française dans les services du Gouvernement de la Communauté française et les établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française, ci-après dénommé « Comité ».

Le Comité est notamment chargé :

1^o de proposer un Code de bonne conduite des usagers de l'Internet que toute personne ayant accès à l'Internet via le serveur de la Communauté française est tenue de respecter. Ce Code

a) comprend les règles de bonne conduite de tout usager de l'Internet;

b) rappelle les dispositions sur la protection de la vie privée, particulièrement pour l'accès aux messages électroniques;

2^o d'évaluer l'efficacité et la pertinence du système de filtrage organisé par la Communauté française;

3^o de proposer des critères de filtrage permettant d'éviter, de la manière la plus optimale possible, que les sites et forums de discussions accessibles via le serveur de la Communauté française n'aient un contenu préjudiciable;

4^o d'émettre des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement de la Communauté française, en vue d'améliorer le système de filtrage;

5^o d'émettre des propositions sur les conditions d'accès à l'archivage des sites visités en précisant notamment les personnes y ayant accès et la durée de l'archivage.

Art. 2. L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué se prononce sur :

1^o les demandes de levée de filtrage, pour des raisons pédagogiques;

2^o les réclamations concernant des sites ou des forums de discussion qui seraient inaccessibles de manière injustifiée;

3^o les réclamations concernant des sites ou des forums de discussion accessibles qui ne devraient pas l'être.

L'avis du Comité est requis pour les points 2^o et 3^o.

Les demandes doivent être introduites auprès de l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué.

CHAPITRE II : *Composition*

Art. 3. Le Comité est composé de quatorze membres désignés par le Gouvernement parmi les catégories suivantes :

1° quatre représentants du Ministère de la Communauté française,

2° le Président du Conseil de l'Education aux Médias,

3° un expert universitaire,

4° deux représentants de fédérations d'associations de parents,

5° quatre représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française,

6° deux représentants d'associations ayant pour objet la défense des droits de l'homme.

La présidence est assurée par le Secrétaire général ou son délégué.

Le Gouvernement procède à la désignation d'un suppléant pour chaque membre effectif.

En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par le vice-président.

En cas de trois absences non justifiées consécutives, les membres sont démis d'office.

Le secrétariat est assuré par un agent des Services du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Le mandat des membres est de quatre ans, renouvelable.

Art. 4. Lorsque sont posées des questions techniques nécessitant des compétences particulières, le Comité peut décider de faire appel à des experts. Ces derniers siègent avec voix consultative.

Art. 5. Les membres visés à l'article 3, 2° à 6° et à l'article 4, qui ne sont pas membres des Services du Gouvernement de la Communauté française, bénéficient d'un jeton de présence pour leur participation aux réunions du Comité. Les jetons de présence couvrent également les travaux accessoires aux séances.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 6. Le président fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour. Il dirige les débats.

Le Secrétaire envoie à chaque membre une convocation contenant l'ordre du jour et accompagnée de la documentation nécessaire.

Le Comité d'accompagnement ne peut délibérer valablement que si sept membres sont présents, dont au moins un représentant du Ministère de la Communauté française.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le Comité peut, pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, décider d'entendre toute personne qu'il estime utile pour prendre sa délibération.

Dans un délai de cinq jours à dater de la réunion, le Secrétaire transmet les procès-verbaux aux membres du Comité d'accompagnement.

Il les transmet dans le même délai au Gouvernement lorsque ce dernier a sollicité l'avis du Comité.

Art. 7. Le Comité soumet pour approbation au Gouvernement son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Au cours du dernier trimestre de l'année civile, le Comité établit un rapport annuel portant sur les activités de l'année écoulée qu'il communique au Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Budget*

Art. 9. Un budget annuel est consacré au financement du Comité. Ce budget comprend notamment les frais de fonctionnement du Secrétariat, les frais de parcours de tous les membres du Comité ainsi que les jetons de présence dont le montant est fixé à 1 000 BEF (24,7894 €) pour les membres visés à l'article 3, 2° à 6° et les experts visés à l'article 4. Ces montants sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique en charge de l'Informatique administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 719

[2002/29077]

13 DECEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een begeleidingscomité voor de toegang tot Internet via de server van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juni 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 juni 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 juni 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies aan de Raad van State, advies dat binnen een termijn van maximum één maand verleend dient te worden;

Gelet op het advies 31.989/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2001 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken belast met de administratieve informatica;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het begeleidingscomité*

Artikel 1. Er wordt een begeleidingscomité opgericht voor de toegang tot Internet via de server van de Franse Gemeenschap binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna "Comité" genoemd.

Het Comité wordt namelijk belast met :

1° het voorstellen van een gedragscode voor Internetgebruikers, die door iedere persoon die toegang heeft tot Internet via de server van de Franse Gemeenschap in acht dient te worden genomen. Deze gedragscode

a) bevat de gedragsregels voor iedere gebruiker van Internet;

b) herhaalt de bepalingen met betrekking tot de bescherming van het privé-leven inzonderheid voor de toegang tot elektronische boodschappen.

2° het evalueren van de efficiëntie en de relevantie van het controlesysteem voor informatietoegang ingericht door de Franse Gemeenschap;

3° het voordragen van criteria voor de toegangscontrole waardoor op optimale wijze vermeden wordt dat de inhoud van de sites en de forums die via de server van de Franse Gemeenschap toegankelijk zijn, schadelijk zou zijn;

4° het uitbrengen van adviezen en het formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering van de Franse Gemeenschap, met als doel het verbeteren van het toegangscontrolesysteem;

5° het uitbrengen van voorstellen omtrent de voorwaarden voor de toegang tot de archivering van de bezochte sites met vermelding, onder andere, van de personen die er toegang toe hebben en de duur van de archivering.

Art. 2. De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde beslist over :

1° de aanvragen tot opheffing van de contrôle, om pedagogische redenen;

2° de klachten omtrent sites of discussieforum die zonder geldige reden ontoegankelijk zouden zijn;

3° de klachten betreffende sites of discussieforums die toegankelijk zijn hoewel ze het niet zouden moeten zijn.

Het advies van het Comité wordt vereist voor de punten 2° en 3°.

De aanvragen moeten ingediend worden bij de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 3. Het Comité bestaat uit 14 leden die aangewezen zijn door de Regering onder de volgende categorieën :

1° vier vertegenwoordigers van het Ministerie van de Franse Gemeenschap,

2° de Voorzitter van de Raad voor Mediaopvoeding,

3° een universitaire deskundige,

4° twee vertegenwoordigers van de federaties van ouderverenigingen,

5° vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap,

6° twee vertegenwoordigers van verenigingen die de verdediging van de rechten van de Mens tot doel hebben.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door de Secretaris-generaal of diens afgevaardigde.

De Regering wijst een plaatsvervanger voor ieder werkend lid aan.

Bij verhindering of afwezigheid van een lid wordt het vervangen door zijn plaatsvervanger. Bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

In geval van drie onverantwoorde afwezigheden worden de leden van ambtswege ontslagen.

Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar van de Diensten van het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het mandaat van de leden duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Art. 4. Wanneer er technische vragen gesteld worden die bijzondere bevoegdheden vergen kan het Comité een beroep doen op deskundigen. Deze laatsten hebben zitting met raadgevende stem.

Art. 5. De bij artikel 3, 2° tot 6° en bij artikel 4 bedoelde leden die geen lid zijn van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap genieten een zitpenning voor hun deelname in de vergaderingen van het Comité. De zitpenningen dekken ook de bijkomende werkzaamheden naast de zittingen.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 6. De voorzitter bepaalt de datum van de vergaderingen en de agenda. Hij leidt de debatten.

De Secretaris stuurt aan ieder lid een oproeping met vermelding van de agenda en met de nodige documentatie.

Het begeleidingscomité kan enkel geldig beraadslagen als zeven leden aanwezig zijn, waaronder minstens een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Het Comité kan, voor ieder punt van de agenda, beslissen iedere persoon te horen die het nuttig acht voor zijn beraadslaging.

Binnen een termijn van vijf dagen vanaf de vergadering, stuurt de Secretaris de notulen aan de leden van het Beleidscomité.

Hij zendt ze binnen dezelfde termijn aan de Regering over wanneer zij het advies van het Comité heeft gevraagd.

Art. 7. Het Comité legt zijn huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de regering voor.

Art. 8. Tijdens het laatste kwartaal van het burgerlijk jaar, stelt het Comité een jaarlijks verslag over de werkzaamheden van het voorbije jaar, dat hij aan de Regering overzendt.

HOOFDSTUK IV. — *Begroting*

Art. 9. Er wordt een jaarlijkse begroting aan de financiering van het Comité besteed. Deze begroting omvat namelijk de werkingskosten van het Secretariaat, de verplaatsingskosten van alle leden van het Comité alsook de zitpenningen waarvan het bedrag op 1.000 BEF (24.7894 €) voor de leden bedoeld bij artikel 3, 2° en 6° en de deskundigen bedoeld bij artikel 4 bepaald wordt. Deze bedragen worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de Administratieve Informatica is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE



F. 2002 — 720

[2002/29076]

20 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant le coût moyen brut pondéré d'un membre du personnel d'une Haute Ecole par groupe de fonctions pour l'année 2002

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2001;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le coût moyen brut pondéré annuel d'un membre du personnel d'une Haute Ecole est, pour les groupes de fonctions suivants et pour l'année 2002, fixé comme suit :

1°

a) pour les maîtres-assistants nommés ou désignés dans l'enseignement supérieur de type court : 47.238 EUR;

b) pour les maîtres de formation pratique et les maîtres principaux de formation pratique : 37.726 EUR;

c) pour les maîtres-assistants nommés ou désignés dans l'enseignement supérieur de type long : 39.982 EUR;

2°

a) pour les chargés de cours et chefs de travaux : 55.495 EUR;

b) pour les professeurs et les chefs de bureaux d'études : 68.548 EUR;

3° pour les directeurs de catégories et les directeurs-présidents : 65.864 EUR.

4°

a) pour les membres du personnel administratif : 24.907 EUR;

b) pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation : 35.605 EUR.